

# L'UE et la Grèce: changer de montures et poursuivre l'odyssée

PAR JACQUES DELORS, PASCAL LAMY  
ET ANTONIO VITORINO \*

Les négociations entre la Grèce et l'UE ont généré depuis des semestres quantité de tensions et de défiance qui ont atteint un niveau critique depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza et à l'approche du référendum du 5 juillet.

Ces négociations et ce référendum donnent lieu à des positionnements politiques et à des jeux tactiques compréhensibles si l'on se place dans la logique des acteurs concernés, mais qu'il leur est désormais essentiel de dépasser pour se hisser à la hauteur des enjeux, aussi bien pour la Grèce que pour l'Europe. Chaussons les bonnes lunettes pour dresser le bon diagnostic.

La Grèce est dans une situation dramatique, qui s'aggravera plus encore si elle était conduite à faire durablement défaut sur sa dette, voire à quitter la zone euro.

A cet égard, sortir de la crise actuelle suppose d'abord et avant tout qu'un changement de regard intervienne en Grèce: il requiert l'expression d'une volonté claire de rompre avec la Grèce des 40 dernières années, tout comme celle de résister à la tentation d'imputer l'essentiel des problèmes de la Grèce à des causes extérieures.

Il requiert aussi que le gouvernement grec veuille bien considérer que la légitimité démocratique dont il est porteur ne saurait par nature s'imposer à celles qu'incarnent pareillement ses homologues européens. C'est à cette double condition que les autorités grecques seront davantage en capacité de prendre des engagements crédibles et suivis d'effets, selon un programme établi en commun avec leurs partenaires. Nous comprenons l'impatience

et les préoccupations de ces derniers, qui veulent rompre avec l'impression de déverser leur aide dans un tonneau des Danaïdes sans fond ni forme.

Le drame grec n'est pas et ne sera pas seulement national: il a et il aura des conséquences sur l'ensemble de l'Europe, dont la Grèce fait partie intégrante par son histoire, mais aussi par sa géographie.

Il ne s'agit donc pas de s'en tenir à mesurer les conséquences économiques et financières plus ou moins limitées d'une sortie de la Grèce de l'union monétaire: il s'agit d'appréhender l'évolution de la Grèce dans une perspective géopolitique, comme un problème européen, et qui le demeurera. Ce n'est pas seulement avec des microscopes du FMI qu'il faut regarder la Grèce, mais avec des jumelles onusiennes, c'est-à-dire comme un pays appartenant à des Balkans dont l'instabilité

« Ce n'est pas seulement avec des microscopes du FMI qu'il faut regarder la Grèce, mais avec des jumelles onusiennes, c'est-à-dire comme un pays appartenant à des Balkans dont l'instabilité n'a guère besoin d'être encouragée en ces temps de guerre en Ukraine et en Syrie et de défi terroriste – sans oublier la crise migratoire. »

bilité n'a guère besoin d'être encouragée en ces temps de guerre en Ukraine et en Syrie et de défi terroriste – sans oublier la crise migratoire.

Si l'on souhaite à tout prix s'en tenir à une vision financière, il est indispensable de souligner que la crise de liquidité actuelle de la Grèce est la conséquence d'une crise de solvabilité qui n'est elle-même que le symptôme de maux autrement plus profonds: ceux liés aux faiblesses d'une économie et d'un Etat qu'il s'agit de reconstruire dans toutes leurs composantes, sur la base de profondes réformes adminis-

tratives, judiciaires, éducatives, fiscales, etc.

Il appartient à l'UE de prendre toute sa part dans cette reconstruction, en proposant à la Grèce un plan d'ensemble en trois volets. D'une part une aide financière raisonnable pour permettre à la Grèce de restaurer sa solvabilité à court terme. D'autre part une mobilisation des instruments de l'UE pour réanimer l'économie de la Grèce (fonds structurels et de cohésion, prêts de la BEI, contributions du plan Juncker, etc.), et donc favoriser son retour à la croissance, qui allégera de lui-même le ratio dette/PIB de ce pays. Enfin une mise à l'ordre du jour sans tarder de l'examen du poids de la dette grecque et des dettes des autres «pays sous-programme» dans un cadre européen, dès lors que les engagements de réformes pris sont tenus. Seul un tel plan global semble de nature à ouvrir des perspectives d'espoir et de mobilisation pour le peuple grec et ses autorités, et donc à les engager dans l'effort de reconstruction dont ce pays a besoin, et dont l'UE bénéficiera.

C'est parce qu'Ulysse avait l'espoir de retrouver Ithaque et Pénélope qu'il a eu le courage

et l'énergie d'endurer 10 ans d'épreuves, après celles de la guerre de Troie. C'est aussi parce que Grecs et Européens pourront regarder ensemble vers un avenir nécessairement commun et pressenti meilleur qu'ils trouveront les voies d'un compromis faisant honneur aux principes de coopération et de solidarité qui fondent la construction européenne.

\* Jacques Delors est Président fondateur de l'Institut Jacques Delors, Pascal Lamy est Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors, António Vitorino est Président de l'Institut Jacques Delors



(FOTO: AFP)

## Réflexion sur deux référendums

PAR BEN FAYOT \*

A un mois d'intervalle, deux référendums nous ont tenus en haleine. L'un au Grand-Duché le 7 juin, l'autre en Grèce le 5 juillet.

Ce sont certes deux référendums de dimension et de portée très inégales et il peut sembler farfêlé de les rapprocher ainsi uniquement à cause de leur proximité dans le temps. Mais ils ont aussi en commun certains aspects symptomatiques pour la culture politique de notre temps, aussi bien quant aux objectifs et aux méthodes qu'au résultat final.

D'abord, les deux référendums ont été convoqués sciemment et volontairement par des partis de gouvernement qui auraient pu choisir d'autres voies pour arriver à leurs fins. Ils ont voulu obtenir du peuple un appui, voire une autorisation de faire ce qu'ils avaient de toute façon l'intention de faire. Ce qui signifie en clair que les deux référendums ont été des étapes intermédiaires dans un processus politique long et complexe en cours plutôt que la fin ou le dernier mot laissé au peuple.

Au Luxembourg ce processus en cours consiste à élaborer une nouvelle constitution et à en clarifier certains points sur lesquels une majorité constitutionnelle était introuvable. Le gouvernement luxembourgeois ne s'en cachait pas: il s'agissait de contourner l'obstacle du CSV dominant pour aboutir à une majorité constitutionnelle pour le projet politique visé.

En Grèce, le gouvernement grec qui n'avait pas réussi à engager les négociations pour obtenir un accord avec ses créanciers a utilisé le peuple comme levier pour accroître la pression sur ces créanciers pour en obtenir un meilleur.

Au Luxembourg, certes, la date du référendum fut connue longtemps à l'avance, mais la classe politique ne s'est mise en branle que début mai. En Grèce on a pris une toute petite semaine entre la décision d'organiser une consultation populaire et le vote. Tout était dit dès avant l'acte même de consulter le peuple.

Le propre des référendums est de simplifier outrageusement pour emporter l'adhésion des peuples. Dans la logique référendaire, il n'y a que deux camps à se regarder en chiens de faïence et à se traiter de pires ennemis. Au Luxembourg, les «oui» ont dénoncé le spectre du racisme et de la xénophobie, les «non» ont dessiné des scénarios catastrophes de fin du Luxembourg souverain.

En Grèce, les créanciers, dont les institutions européennes et le FMI, ont été accusés de terrorisme. 18 ministres des finances apparaissaient comme des djihadistes coupeurs de tête, leurs fonctionnaires dénoncés comme «hommes gris» qui pour certains supporters de la Grèce devenaient des hommes «vêtus de brun et de cuir».

En Grèce, tout ce que je lis, vois et entends me dit qu'on ne sait pas ce que le «non» du référendum apportera dans les jours, les semaines, les mois et les années à venir. Tout est à inventer.

Au Luxembourg, la majorité et le gouvernement ont encaissé une défaite sévère. En Grèce le gouvernement et sa majorité politique ont remporté dimanche dernier un gros succès.

Mais quelle qu'ait été l'issue des urnes, le résultat politique concret a été nul, car aucun des deux référendums n'a vraiment fait avancer des solutions pour des questions complexes.

Au Luxembourg, le raz de marée du

« Mais quelle qu'ait été l'issue des urnes, le résultat politique concret a été nul, car aucun des deux référendums n'a vraiment fait avancer des solutions pour des questions complexes. »

«non» au référendum du 7 juin ne reflète pas la réalité, tout au plus des appréhensions. La plus grande partie de la population autochtone vit dans une société multiculturelle sans grand problème. Elle sait que la société a besoin du vivre ensemble et de la cohésion. Mais on ne voit pas encore comment s'y prendre. On sait tout juste qu'il faut du temps pour avancer, comme toujours dans cette sorte de démarche qui concerne les questions fondamentales.

En Grèce, tout ce que je lis, vois et entends me dit qu'on ne sait pas ce que le «non» du référendum apportera dans les jours, les semaines, les mois et les années à venir. Tout est à inventer.

Pourquoi, alors, ce recours à des référendums qui n'apportent rien sauf des coups de fièvres qui rendent plus compliquée la recherche de solutions?

C'est que la politique de nos jours préfère ces coups de fièvres au travail dans la durée. L'époque est au show plutôt qu'à la réflexion et à la recherche de solutions durables. La génération facebook, twitter et compagnie doit se faire entendre chaque matin par une phrase ou une photo dans l'espoir souvent déçu de changer le monde sur un coup de dé. Il peut en naître des popularités extrêmes qui permettent d'atteindre rapidement les sommets de la gloire. La dégringolade n'en sera que plus rapide.

En Grèce, le quadra à la tête du gouvernement est la nouvelle coqueluche. Le «non» du dimanche 5 juillet l'a porté au sommet de la popularité et en a fait l'icône de l'extrême-gauche en Europe et dans le monde. Pensez donc: défier les grands argentiers et tous les pontes de la finance internationale, mettre en cause la logique même de cette finance, personne ne l'avait jamais osé jusque là.

Donc tout semble désormais possible? Que non. Dès le lendemain du scrutin le gouvernement grec a recherché l'appui de ses pires ennemis de la veille. Le ministre des Finances à la belle moto a donné sa démission, incapable de négocier des solutions

pour l'avenir d'un peuple. Avant et après le référendum grec, de grands commentateurs se sont également exprimés docilement. Les envolées sont belles contre l'Europe, sa monnaie et ceux qui ont la tâche de faire respecter des règles adoptées en commun. A les entendre, on a l'impression que l'Union européenne est une dictature que les Etats ont été forcés de rejoindre alors qu'ils y ont accouru en masse.

Mais les alternatives proposées par ces commentateurs sont rares. Un grand économiste américain très respecté à gauche trouve que le problème, c'est un manque de démocratie en Europe et que pour résoudre ce problème il faut une nouvelle institution: une nouvelle assemblée, plus grande encore que l'actuel parlement européen, avec des parlementaires européens et nationaux.

Un autre commentateur pense que «l'heure des peuples a sonné». Est-ce l'heure des référendums à répétition et des assemblées monstres, comme aux premiers jours de la démocratie?

Non, c'est surtout l'heure d'une culture politique qui s'occupe sérieusement des problèmes plutôt que de show et de déclamations!

\* Ancien député et ancien président du POSL, historien, auteur de nombreux livres et publications.

1) Dans le Monde des 5 et 6 juillet 2015, p. 14, Juan Carlos Monedero, un des cofondateurs de Podemos en Espagne, écrit: «Aidons la Grèce contre les hommes en gris qui, en vérité, sont ces hommes toujours vêtus de brun et de cuir qu'on connaît bien.»

## Nur eine Atempause

VON GERD HÖHLER \*

Alexis Tsipras hat hoch gepokert – und verloren. Die Reform- und Sparliste, die der griechische Premier jetzt nach Brüssel schickte, sieht tiefe Einschnitte vor, von denen Tsipras noch vor kurzem sagte, er werde sie niemals akzeptieren: Rentenkürzungen, Steuererhöhungen, Privatisierungen.

Hätte Tsipras schon im Februar oder März eine Lösung mit den Geldgebern ausgehandelt, wäre den Griechen viel erspart geblieben“. Die Regierung taktierte und zauderte, rutschte das Land immer tiefer in die Rezession. Die völlig überflüssige Volksabstimmung vom vergangenen Sonntag hat die wirtschaftliche Talfahrt noch beschleunigt. Vor allem die Lage der griechischen Banken hat sich dramatisch zugespitzt. Die Steuereinnahmen brechen weg. Das Haus-

haltsdefizit wächst von Tag zu Tag – und mit ihm der Spardruck.

Jetzt liegen zwar endlich brauchbare Vorschläge der griechischen Regierung auf dem Tisch. Aber vom Eis ist die Kuh noch nicht. Selbst wenn die Euro-Finanzminister am heutigen

„Hätte Tsipras schon im Februar oder März eine Lösung mit den Geldgebern ausgehandelt, wäre den Griechen viel erspart geblieben“.

Samstag der griechischen Reformliste zustimmen, werden die Verhandlungen über das neue Rettungspaket schwierig. Zuvor müssen die Parlamente einiger Euro-Staaten, wie Deutschland, zustimmen.

Danach geht es ans Eingemachte: Die griechische Regierung muss die Maß-

nahmen auch tatsächlich umsetzen. Die Geldgeber werden das mit großer Skepsis beobachten. Mit seinen Winkeltügen hat Tsipras in den vergangenen Monaten das Vertrauen der europäischen Partner verspielt. Umso genauer wird man nun hinschauen müssen, ob die Athener Regierung das, was sie verspricht, auch verwirklicht.

Tsipras ist ein mit allen Wassern gewaschener Populist. Er wird es wohl hinbekommen, vielen seiner Landsleute das Spar- und Reformprogramm als Erfolg zu verkaufen. Aber in einigen Monaten werden die Menschen die Steuererhöhungen und Rentenkürzungen zu spüren bekommen. Das könnte zur Zerreißprobe für die Athener Regierung werden. Das Griechendrama ist also noch lange nicht zu Ende.

\* Der Autor ist Griechenland-Korrespondent des „Luxemburger Wort“.